

Investigateur en matière économique et financière / sécurité intérieure

RNCP19382 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 5
Code(s) NSF	344t
Code(s) ROME	M1201, C1202, C1301
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'échéance	09/08/2019

Certificateur(s)

MINISTERE DE L' INTERIEUR ET DES OUTRE-MER · SIRET : 11001401600015

<https://www.interieur.gouv.fr/Accueil>

Ministère de l'intérieur - Direction générale de la gendarmerie nationale - Direction des personnels militaires de la gendarmerie nationale

<http://www.gendarmerie.gouv.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Officier de Police judiciaire, l'investigateur en matière économique et financière traite les enquêtes pénales concernant la criminalité financière organisée ainsi que les infractions au droit pénal des affaires, les atteintes à la probité et la délinquance fiscale.

Il conduit les investigations judiciaires nécessaires à la matérialisation des infractions économiques et financières

Il mène une enquête pénale de nature économique et financière

Il assure une expertise dans le domaine économique et financier.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Les capacités attestées :

? Conduire les investigations judiciaires nécessaires à la matérialisation des infractions économiques et financières : Recevoir toute saisine de nature économique ou financière; Identifier le ou les dysfonctionnements économiques ou financiers; Matérialiser l'existence d'une ou de plusieurs infractions pénales; Informer les autorités judiciaires des résultats de l'investigation menée en présentant une stratégie d'enquête

? Mener une enquête pénale de nature économique et financière :

Constituer une équipe d'enquêteurs judiciaires spécialisés; caractériser les infractions économiques et financières en dégagant leurs éléments constitutifs; Consulter les structures nationales et internationales impliquées dans la lutte contre la criminalité économique et financière; Déferer devant l'autorité judiciaire après audition les auteurs de l'infraction.

? Assurer une expertise dans le domaine économique et financier :

Apporter une assistance technique aux unités locales de police et de gendarmerie; Assurer une veille juridique; Entretenir un réseau de partenaires nationaux et internationaux; Constituer et maintenir à jour un annuaire des opérateurs publics et privés susceptibles de faciliter les investigations judiciaires; Proposer aux autorités administratives et judiciaires des actions préventives et/ou répressives.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Tous les services opérationnels de sécurité intérieure exerçant dans le domaine judiciaire et chargés des enquêtes pénales de nature économique et financière.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Gestionnaire de risques financiers
- Chargé d'analyse et d'ingénierie financière
- Attaché risques bancaires
- Commis de société d'investissement
- Opérateur produits dérivés financiers
- Vendeur produits de marchés financiers

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Très élevée (5/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 1 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 984 €
Familles professionnelles (FAP)	L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables · tension 5/5 (Très élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée) QAX01 — Experts de la finance · tension 2/5 (Faible) QAX02 — Experts de la banque · tension 1/5 (Très faible)
Projets de recrutement (BMO 2026)	14 490
Jugés difficiles à recruter	33 %
Emplois saisonniers	3 %
Familles professionnelles (FAP)	L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) QAX01 — Experts de la finance QAX02 — Experts de la banque

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation continue, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE

La présidence est assurée par l'institution (gendarmerie ou police nationales) qui présente le plus grand nombre de candidats lors de la session concernée.

Président du jury :

- Le sous-directeur chargé de la lutte contre la criminalité organisée et la délinquance financière ou son représentant

(pour la police nationale)

Ou

- Le sous-directeur de la police judiciaire ou son représentant (pour la gendarmerie nationale)

Membres du jury :

- Le directeur d'une direction inter régionale ou régionale de la police judiciaire ou son représentant
- Le Colonel de gendarmerie, commandant le centre national de formation à la police judiciaire
- Le chef d'une division financière d'une direction inter régionale ou régionale de la police judiciaire ou son représentant
- Le Directeur de stage d'investigateur en matière économique et financière (gendarmerie nationale)
- Un expert financier de la direction centrale de la police judiciaire
- Un titulaire de la certification en exercice
- Un représentant de la compagnie nationale des commissaires aux comptes
- Un représentant de l'association française des banques

COMPOSITION DU JURY — VAE

La présidence est assurée par l'institution (gendarmerie ou police nationales) qui présente le plus grand nombre de candidats lors de la session concernée.

Président du jury :

- Le sous-directeur chargé de la lutte contre la criminalité organisée et la délinquance financière ou son représentant (pour la police nationale)

Ou

- Le sous-directeur de la police judiciaire ou son représentant (pour la gendarmerie nationale)

Membres du jury :

- Le directeur d'une direction inter régionale ou régionale de la police judiciaire ou son représentant
- Le Colonel de gendarmerie, commandant le centre national de formation à la police judiciaire
- Le chef d'une division financière d'une direction inter régionale ou régionale de la police judiciaire ou son représentant
- Le Directeur de stage d'investigateur en matière économique et financière (gendarmerie nationale)
- Un expert financier de la direction centrale de la police judiciaire
- Un titulaire de la certification en exercice
- Un représentant de la compagnie nationale des commissaires aux comptes
- Un représentant de l'association française des banques

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 09/08/2019

Liens avec d'autres certifications

NOUVELLE(S) CERTIFICATION(S)

RNCP38192

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/19382/>